

# Le pouvoir aux travailleurs

09 MAI 1999

N° 65

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<b>EDITORIAL:</b>	
- UNE REVOLTE LEGITIME DES PAUVRES .....	2
- LE COUP DE COLERE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX DES TRANSPORTS A FAIT RECULER LE GOUVERNEMENT .....	3 - 4
- FACE AUX PROBLEMES DES ELEVES ET ETUDIANTS EN GREVE LE GOUVERNEMENT REpond PAR LA REPRESSION .....	4 - 5
- 1er MAI: LA MEME RENGAIN DE BEDIE .....	6 - 7
- UNE PROVOCATION DE PLUS A L'EGARD DES DESHERITES	7
- DES FEMMES DE YOPOUGON EN COLERE CONTRE LA PENURIE D'EAU .....	8
- TRAVAILLEURS D'ETRABO-CI EN COLERE POUR NON-PAIEMENT DE LEURS ARRIERES DE SALAIRES	8 - 9
- LES ORDURES ! .....	9
- SENEGAL : LEVEE DE BOUCLIERS DES MILIEUX REACTIONNAIRES CONTRE LA LOI INTERDISANT L'EXCISION .....	10 - 11
- SERBIE: UNE GUERRE MENEe PAR L'IMPERIALISME POUR IMPOSER SA LOI .....	11 - 12

# L. G. BOWEN & SONS

## LITHOGRAPHERS

2015

LITHOGRAPHERS

No.	Description
1	ONE YEAR'S PRINTING OF THE
2	THE NEW YORK TIMES
3	THE NEW YORK HERALD
4	THE NEW YORK TRIBUNE
5	THE NEW YORK POST
6	THE NEW YORK JOURNAL
7	THE NEW YORK SUN
8	THE NEW YORK GLOBE
9	THE NEW YORK WORLD
10	THE NEW YORK STAR
11	THE NEW YORK EXPRESS
12	THE NEW YORK TELEGRAPH
13	THE NEW YORK COURIER
14	THE NEW YORK RECORD
15	THE NEW YORK REGISTER
16	THE NEW YORK TIMES
17	THE NEW YORK HERALD
18	THE NEW YORK TRIBUNE
19	THE NEW YORK POST
20	THE NEW YORK JOURNAL
21	THE NEW YORK SUN
22	THE NEW YORK GLOBE
23	THE NEW YORK WORLD
24	THE NEW YORK STAR
25	THE NEW YORK EXPRESS
26	THE NEW YORK TELEGRAPH
27	THE NEW YORK COURIER
28	THE NEW YORK RECORD
29	THE NEW YORK REGISTER
30	THE NEW YORK TIMES

## UNE REVOLTE LEGITIME DES PAUVRES

Suite aux émeutes récentes, réponse de la population pauvre à l'annonce des augmentations des titres de transport en commun, qui ont coïncidé avec la révolte des élèves et des étudiants réprimés durement par des chiens en armes du gouvernement et des riches, tout le beau monde de la presse écrite du pouvoir comme de l'opposition a déploré les pillages des magasins, l'attaque des commissariats et de la mairie d'Abobo.

Mais ces messieurs les journalistes et ces politiciens de tout poil ne font que leur travail de larbins. Parce qu'il faut être un sacré pourri pour faire la morale aux pauvres et à leurs enfants étudiants après la situation qui leur est faite. Surtout quand on voit l'arrogance des riches et la richesse qu'ils étalent face à la misère qui se généralise.

L'annonce des 50% d'augmentation du titre de transport des bus, des gbaka et des wôro-wôro était déjà une provocation à l'émeute populaire. Mais ce sont les autorités qui, au lieu de reculer tout de suite en annulant l'augmentation, ont mis l'huile sur le feu en envoyant les forces de l'ordre pour réprimer les manifestants. Qu'on ne s'étonne pas après que les manifestants en colère s'en prennent à ce qui représente à leurs yeux les symboles des autorités qui les méprisent.

Tout le monde sait ce qui se passe dans les commissariats et à quoi ils servent : à voler, à racketter les petites gens et à les réprimer quand ils osent se révolter contre leur misère. Quant aux mairies, s'occupent-elles réellement des problèmes quotidiens de la population pauvre ? Pas du tout ! Ce sont des postes où s'enrichissent des politiciens de tout poil, avec le fruit du racket qu'ils opèrent sur les petits marchands. Alors à qui la faute si la population, excédée par tant de mépris saccage ces lieux ?

La seule chose qu'on peut effectivement déplorer, c'est que ces émeutes ayant éclaté dans les quartiers pauvres, ce sont malheureusement bien souvent d'autres pauvres qui ont fait les frais des pillages et autres vandalismes qui se greffent à ce genre de révolte.

Mais pour faire aboutir leurs revendications légitimes, les exploités n'ont malheureusement pas d'autres choix que celui de se révolter. Mieux ils seront organisés, plus ils seront entendus. C'est le seul langage que le gouvernement comprend car il n'est soucieux que des intérêts des riches.

**LE COUP DE COLERE CONTRE  
LA HAUSSE DES PRIX DES TRANSPORTS  
A FAIT RECULER LE GOUVERNEMENT**

Le 24 avril dernier, une marche de protestation contre l'augmentation des prix de 50% pour les wôrô-wôrô, gbakas et taxi-brousse; et de 45% pour les prix des cartes et tickets de bus, a réuni à Yopougon plusieurs milliers de femmes, de jeunes sans emploi ainsi que des élèves.

Il y avait en effet de quoi exprimer son ras-le-bol quand on sait que cette hausse des prix survient à la suite de toute une série d'augmentations des prix des produits de première nécessité, sans parler de celles de l'électricité et d'eau.

La récente augmentation des prix était une augmentation de trop, une provocation inacceptable. Alors des jeunes et surtout des femmes d'un quartier populaire n'ont pas hésité à descendre dans la rue, tout en sachant qu'ils prenaient le risque de se faire matraquer par les forces de l'ordre.

Et comme d'habitude, la police n'a pas hésité à disperser à coups de gaz lacrymogène cette manifestation qui était au départ pacifique. C'est la police qui, par sa violence, a créé un désordre entraînant la mise à sac et le pillage de certains magasins dont, notamment TATI et JATAK.

Cette manifestation était

quasi spontanée puisque c'est une "association des jeunes Abidjan-Banco", inconnue jusque-là, qui en aurait pris l'initiative. De plus, les manifestants semblaient déterminés, comme cette "marcheuse" qui a déclaré : "Si les augmentations sont effectives, nous redescendrons dans les rues et nous irons même jusqu'à la Présidence". Et cela avait l'air d'être l'expression d'un sentiment général, vu la hargne avec laquelle les manifestants, surtout des jeunes se sont affrontés aux forces de l'ordre.

Le caractère inhabituel de cette manifestation a amené peut-être le gouvernement à mesurer la gravité de la situation et à céder en annulant la hausse des prix des transports, même s'il a voulu masquer son recul en parlant d'une simple "rumeur" de hausse des prix qui serait à l'origine de la marche de protestation.

Si l'annulation de la hausse des prix des transports est effective pour ce qui est des bus et des gbakas, elle n'est pas entièrement respectée partout, puisque sur la ligne Angré-Abobo par exemple, le prix est passé de 150 à 200 F. Mais on est quand même loin de l'augmentation de 50% initialement prévue.

Donc dans l'ensemble, la protestation a donné des effets positifs. Cela montre bien que c'est en laissant exploser leur colère que les travailleurs et

les pauvres se feront respecter et obligeront les riches ainsi que le gouvernement à leur service à tenir compte de leurs revendications.

**FACE AUX PROBLEMES  
DES ELEVES ET ETUDIANTS EN GREVE  
LE GOUVERNEMENT REpond PAR LA REPRESSION**

A la suite d'un mot d'ordre de grève de la Fédération des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (FESCI), une grève de 72 heures a paralysé les écoles et universités de Côte d'Ivoire du 26 au 28 avril dernier.

Par cette grève, les élèves et étudiants voulaient amener les autorités à prendre en compte leurs revendications afin d'améliorer leurs conditions d'études. Parmi ces revendications, figurent notamment celles d'obtenir davantage de bourses et de logements pour permettre à un nombre plus important d'élèves et étudiants d'en bénéficier.

Le moins qu'on puisse dire est que la situation de la grande majorité des élèves et étudiants est loin d'être enviable. Par exemple, après le bac, peu d'étudiants obtiennent une bourse. Le peu de bourses disponibles sont octroyées bien souvent à ceux qui n'en ont pas vraiment besoin, à savoir les enfants des riches et autres dignitaires du régime. Il en est de même pour les logements qui sont attribués à ces mêmes "fils à papa" qui les mettent en sous-

location. De plus, selon un article paru récemment dans un journal de la place, plus de 500 logements (des résidences universitaires) seraient occupés par des "loubards" dont le parti au pouvoir se sert parfois, en plus des forces de l'ordre, pour réprimer les étudiants.

Une fois admis à l'université, l'étudiant doit passer au moins en 2ème année pour bénéficier non pas d'une bourse, mais d'une "aide" de 20.000 F CFA, correspondant à la moitié de la bourse déjà bien modeste. Et c'est avec ces maigres ressources qu'il doit acheter ou le plus souvent photocopier des livres dont il a besoin, car la bibliothèque est très pauvre et il ne peut espérer y trouver que quelques très vieux livres. Il se nourrit très mal. Pour le logement, celui qui a la "chance" d'avoir une chambre en cité doit accepter par solidarité de la partager avec 4, 5 ou 6 autres étudiants appelés "cambodgiens", parce qu'ils sont là clandestinement, dans des conditions très précaires (comme les réfugiés cambodgiens à une époque où cela était

d'actualité).

Même pour ceux des étudiants dont les parents sont des planteurs, ils ne peuvent pas compter sur eux pour s'en sortir. Car en ces temps de crise, le café et le cacao ont vu leurs prix s'effondrer depuis plusieurs années ; et à la campagne c'est aussi la misère généralisée.

Vu cette situation difficile dans laquelle vivent ces élèves et étudiants, ce ne sont pas des raisons de mécontentement qui manquent. Et quand les étudiants revendiquent, le gouvernement y répond par la répression en se réfugiant derrière le fait qu'ils seraient "manipulés" par l'opposition, comme si un enfant qui a faim a besoin d'être manipulé pour demander le sein à sa mère.

C'est donc à la répression que le gouvernement a encore eu recours lors de la récente grève des étudiants. Les forces de l'ordre ont pris prétexte du fait que des groupes d'élèves et d'étudiants allaient d'établissement en établissement pour vérifier si le mot d'ordre de grève était bien respecté, pour s'en prendre violemment à eux.

Des affrontements ont eu lieu, occasionnant des blessés du côté des grévistes. Il y a eu par la suite une rumeur (qui devait se révéler fausse) qu'un étudiant a été tué. Certains de ses camarades qui voulaient le venger ont organisé dans la nuit qui a suivi cette rumeur une

attaque contre le commissariat de police et la mairie d'Abobo, incendiant au passage quelques voitures.

Il y a eu plusieurs dizaines d'arrestations d'élèves et d'étudiants (une trentaine rien qu'à Gagnoa par exemple) ainsi que l'emprisonnement de 4 ou 5 journalistes pour incitation à la violence.

Dans le même temps que le gouvernement prétend n'avoir pas d'argent à consacrer à la formation des jeunes, des milliards et des milliards sont engloutis dans des constructions des villas, "résidences" et achats des voitures hauts de gamme.

Le gouvernement dépense aussi des sommes colossales pour renforcer ses moyens de répression par l'achat des chars, des véhicules nécessaires aux forces de l'ordre, comme il l'a fait récemment.

Même si, par leurs luttes, les étudiants arrivent parfois à arracher quelque chose au gouvernement, les racines profondes de leurs problèmes se trouvent dans la société capitaliste -dont la crise entraîne partout le chômage et la misère.

C'est donc contre le système capitaliste qu'ils doivent entrer en révolte. Et la seule façon conséquente de le faire est de choisir le camp des travailleurs qui constituent la force sociale capable de transformer radicalement la société.

## 1er MAI: LA MEME RENGAINE DE BEDIÉ

A l'occasion du 1er mai, Bédié s'est adressé aux bureaucrates syndicalistes pour que ceux-ci demandent aux travailleurs "un suprême effort". Il voudrait que les dirigeants des syndicats se servent de leur autorité pour que les salariés ne revendiquent pas des augmentations de salaires.

Si les fonctionnaires ont eu la promesse d'une maigre augmentation des salaires comprise entre 3,5 et 7% à compter du 31 mai (même pas du 1er mai), c'est, il faut le rappeler, parce que ceux-ci avaient déclenché une grève générale qui avait touché toute la Fonction publique il y a de cela quelques mois. Bédié a peur qu'ils remettent de nouveau ça, surtout que cette augmentation promise n'est qu'une aumône, représentant à peine le taux d'inflation de quelques mois. Par contre, rien pour les travailleurs du secteur privé. Mais Bédié s'en moque.

Ce n'est pas par hasard si les travailleurs, les pères, les mères, les enfants, ont manifesté un peu partout leur mécontentement, tellement la vie est dure. Le salaire est devenu dérisoire, et ce depuis plusieurs années, à côté de la cherté de la vie! Ce n'est pas par hasard que la manifestation des femmes à Yopougon et même les saccages des commissariats, de la mairie d'Abobo ainsi que le pillage des grands magasins

ont trouvé l'assentiment de la population pauvre en général. Parce qu'il y a un ras-le-bol!

Bédié a le culot de demander un "ultime effort" à ceux qui sont déjà dans la misère. Il voudrait que les ouvriers agricoles dont le salaire officiel n'est que de 12.000 F, et ceux des villes, de 36.607F, attendent encore. Mais qui peut vivre avec un revenu aussi maigre? Et combien sont-ils pourtant le nombre de travailleuses et de travailleurs ne touchant même pas ce revenu minimum tous les mois?

C'est d'autant plus révoltant qu'à côté de toute cette misère, les riches, eux, accroissent leurs fortunes et les étalent avec arrogance. Et cette richesse provient précisément des bas salaires payés aux travailleurs.

Bédié peut toujours parler de "manipulation", "d'intrigue politique" ou encore de "campagne insidieuse". Campagne insidieuse venant d'où? De Ouattara? De Gbagbo? Tous ces politiciens-là mènent certainement leur propre campagne en vue des prochaines élections. Mais le sort des travailleurs ne les intéresse guère. Tout au plus ils ne veulent que leurs votes pour les gruger ensuite. Ouattara n'est pas différent de Bédié. Il a déjà montré à ses maîtres, les banquiers et les principaux dirigeants impérialistes, ce

dont il est capable quand il s'agit d'appauvrir les classes laborieuses! Quant à Gbagbo? Les naïfs peuvent toujours le croire! Mais il n'aspire qu'à parvenir au pouvoir, quitte à quémander un strapontin auprès de Bédié.

Si les travailleurs ne veulent pas rester des éternels

laissés-pour-compte de cette société où ne compte que le profit capitaliste, ils n'ont pas d'autre choix que celui de prendre collectivement leur sort en main, en s'organisant politiquement en tant que travailleurs, en tant qu'exploités et en se méfiant plutôt deux fois qu'une de tous les politiciens au pouvoir ou dans l'opposition.

### UNE PROVOCATION DE PLUS A L'EGARD DES DESHERITES

Le premier ministre avait animé, il y a de cela une quinzaine de jours, un "atelier" sur la lutte contre la pauvreté. Le lieu était bien choisi, puisque c'est dans un endroit particulièrement réservé à un public d'affamés qu'est l'hôtel Ivoire. Fort des statistiques délivrées pour la circonstance par l'INS (Institut national de la Statistique), Kablan Duncan avait affirmé pour ceux qui l'ignoraient, surtout parmi les familles des travailleurs, que le nombre de pauvres en Côte d'Ivoire aurait baissé de 500.000, rien que pour l'année 1998. En un mot, Duncan nous apprend que le gouvernement est dans la bonne voie! Et à ce rythme, il dit pouvoir "réduire la proportion de pauvres à 25% en l'an 2.000"!

Dans le même temps, pour ne pas dire juste la veille, Bédié, dans sa tournée à l'intérieur du pays, demande aux travailleurs "encore quelques temps de sacrifices...". Comme quoi, les

sacrifices ça enrichit l'homme! Le même jour, la presse affiche à la une des journaux: "augmentation de 50% du prix du transport".

Cette augmentation fait suite à toute une série d'augmentations dont le carburant, l'huile, l'électricité, l'eau, comme tous les produits vivriers sur les marchés, le riz y compris!

Avec toutes ces augmentations des prix et le blocage des salaires, les riches sont devenus à coup sûr moins pauvres! C'est certainement de ces pauvres-là que parlait Duncan!

D'ailleurs la réponse de la population aux discours provocateurs des Duncan ne s'est pas fait attendre avec les pillages des magasins, comme on a pu le voir un peu partout dans les quartiers populaires d'Abidjan et de quelques grandes villes.



---

# L E U R S O C I E T E

---



---

## DES FEMMES DE YOPOUGON EN COLERE CONTRE LA PENURIE D'EAU

---

Le 27 avril dernier, dès 7 H du matin, la direction régionale de SODECI de Yopougon a reçu la visite inattendue de quelque 300 femmes des quartiers pauvres d'Abobo-Doumé, "Jérusalem" et "Koweit", qui réclamaient un rétablissement rapide de l'eau courante.

Armées de seaux, de casseroles et autres récipients, elles tenaient à dire à la direction de SODECI qu'elles n'étaient pas contentes que leurs quartiers soient privés d'eau depuis une semaine, les obligeant à parcourir 3 km pour aller chercher de l'eau. Comme l'a raconté l'une des manifestantes, cette pénurie d'eau dure en fait depuis longtemps : "Depuis plus de 10 ans, nous n'avons plus d'eau à partir de 2 heures du matin. Si vous n'avez pas fait de réserve d'eau avant cette heure, vous

allez vous approvisionner en eau à plusieurs km... Nous avons vécu cette situation sans broncher. Et maintenant, la SODECI a décidé de nous priver totalement d'eau. Nous ne pouvons accepter cette situation".

La direction de SODECI a donné raison aux manifestantes. Car il a suffi seulement de quelques minutes de discussion pour qu'elle leur trouve une solution provisoire en promettant une installation dans leurs quartiers des pompes publiques qui leur fourniront - gratuitement - l'eau courante en attendant que le problème des coupures d'eau soit résolu.

Il a fallu tout de même bousculer ces messieurs haut placés, qui se pavanent dans leurs bureaux climatisés pour obtenir provisoirement satisfaction.

---

## TRAVAILLEURS D'ETRABO-CI EN COLERE POUR NON-PAIEMENT DE LEURS ARRIERES DE SALAIRES

---

Les 60 travailleurs de l'Etablissement pour la Transformation du Bois en Côte

d'Ivoire (ETRABO-CI) sont allés le 21 avril dernier à la préfecture de Divo pour exprimer

---

## L E U R S O C I E T E

---

au préfet leur colère, parce qu'ils n'ont pas touché leurs salaires depuis quatre mois!

Un des travailleurs a résumé le problème en ces termes : "cela fait quatre 4 mois que nous ne percevons pas notre salaire. Nous avons des difficultés pour manger et honorer nos engagements familiaux (...). Nous voulons rencontrer le préfet pour lui expliquer la situation. Le directeur nous doit de l'argent

et il ferme la scierie sous prétexte que ça ne marche pas".

Les travailleurs de l'ETRABO-Ci ont raison de revendiquer leurs dûs. Car même si la scierie ne marche pas, ce n'est pas à eux d'en faire les frais. Pendant la période où l'entreprise marchait, le patron avait suffisamment amassé de profits dont il pourrait prélever une petite partie pour payer des arriérés de salaires.

---

## LES ORDURES !

---

Voilà 7 mois que les travailleurs de la société de ramassage d'ordures ASH n'avaient pas touché leur salaire. Il se trouve comme par hasard qu'Ahmed Ouattara, le patron de cette entreprise, est un dignitaire du PDCI. En tout cas, la manifestation du 1er Mai, avec un fort cortège des travailleurs de ASH, dénonçant la situation qui leur était faite n'y a rien changé. Bédié et Duncan ont, encore une fois, fait la sourde oreille. Tout comme ils se moquent éperdument de ce qui se passe dans les chantiers d'Etat ou privés où les travailleurs du bâtiment

sont traités comme des esclaves et payés au lance-pierre, sans égard à leur dignité!

Toujours est-il qu'il a fallu que les travailleurs de ASH fassent la grève en déversant de nuit des ordures dans les principales artères de la capitale, pour se faire entendre. Ce qu'ils n'ont pas obtenu le 1er mai, ils l'ont eu, au moins en partie, le même jour, semblerait-il!

Encore une fois, la lutte collective est la seule voie possible pour se faire entendre et se faire respecter.

\*

\*

\*

**SENEGAL :  
LEVEE DE BOUCLIERS  
DES MILIEUX REACTIONNAIRES  
CONTRE LA LOI INTERDISANT L'EXCISION**

Après plusieurs années de tergiversations, Abdou Diouf a fini par faire voter, le 22 janvier dernier, deux mois après le dictateur Eyadema du Togo, une loi interdisant la pratique de l'excision au Sénégal. Cette pratique sera désormais punie d'une peine allant de six mois à cinq ans de prison ferme. C'est en théorie seulement, car tout le monde sait que cette loi ne sera jamais appliquée et que tout au plus il n'y aura que quelques procès, histoire de dire que le Sénégal applique la Convention internationale des droits de l'enfant qu'il avait pourtant signée six années auparavant, en mars 1993, et qui stipulait que tous les signataires devaient s'engager à prendre les dispositions nécessaires "en vue de l'abolition des pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants".

Mais le simple fait que cette loi ait été promulguée a suffi pour provoquer une levée de bouclier tant dans les milieux réactionnaires des dirigeants religieux musulmans que dans celui d'une partie de la petite bourgeoisie prétendument intellectuelle.

Un des premiers à s'élever fut Thierno Mountaga Tall, dirigeant de la confrérie des Tidjanes pour qui l'excision est

une "obligation" pour les musulmans. Il a eu en plus le culot d'ajouter que "l'excision n'a causé à notre connaissance aucun préjudice, ni du point de vue psychologique ni du point de vue physiologique". Et pourtant nombreuses sont les petites filles qui meurent suite à cette mutilation ou qui traîneront toute leur vie durant les douleurs aussi bien physiques que morales. Mais peu importe à ce dignitaire religieux qui se croit encore au moyen-âge et qui considère la femme comme une propriété de l'homme.

D'autres, n'ont pas hésité à utiliser l'ethnisme en disant que ce sont les Wolof (chez qui l'excision n'est pas très répandue) qui veulent imposer leur loi à l'ensemble des autres ethnies.

Parmi ceux qui s'opposent à cette loi il y a aussi un certain nombre d'intellectuels qui mettent en avant les sacrosaintes "valeurs culturelles" et se font les défenseurs de la "cosmogonie des sociétés noires africaines". Pour eux, l'abolition de l'excision serait synonyme de la fin de ces "valeurs". Ils fustigent "les furies qui gesticulent dans les ONG et autres associations de libération de la femme".

C'est dans cette ambiance

très hostile qu'un certain nombre de femmes courageuses, épaulées par des associations de lutte contre les mutilations sexuelles, essayent d'agir pour convaincre les parents que ces pratiques sont dangereuses et néfastes pour leurs enfants. Quant au gouvernement, qui ne veut pas choquer les dignitaires traditionalistes mais qui en même temps veut se donner une image de "progressiste" aux yeux des dirigeants des pays occidentaux, il s'est contenté jusqu'à présent d'autoriser quelques spots télévisés contre l'excision, c'est-à-dire des moyens dérisoires, même comparés à ceux déjà tout petits des associations. Mais même ses petits gestes hypocrites lui sont reprochés par les partisans de l'excision.

Les mutilations sexuelles font partie d'un ensemble de traditions héritées d'un passé lointain opprimant la femme. Elles sont plus ou moins répandues selon les ethnies, un peu moins dans les grandes villes que dans les villages

reculés. Il ne s'agit pas d'une affaire privée. C'est quelque chose qui concerne toute la société. Il faut combattre l'oppression de la femme au même titre que l'on combat le racisme, l'ethnisme et toutes les autres formes d'oppressions. Et si jusqu'aujourd'hui la femme continue d'être opprimée, en Afrique mais aussi ailleurs, y compris dans les pays dits modernes même si on n'y pratique pas l'excision, ce n'est pas faute de loi pour y mettre fin. C'est parce que l'oppression en règle générale, comme l'exploitation de l'homme par l'homme font partie des "valeurs" de la société capitaliste qui domine partout. Mettre vraiment fin à l'oppression de la femme, c'est s'affronter à cette société capitaliste et la renverser pour qu'enfin tous ses membres, hommes et femmes, jeunes et vieux puissent vivre en harmonie, sans oppression et sans exploitation. Mais cette tâche, seul le prolétariat est capable de la réaliser.

**SERBIE:**  
**UNE GUERRE MENEÉ PAR L'IMPERIALISME**  
**POUR IMPOSER SA LOI**

L'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) poursuit sans relâche ses bombardements contre les peuples de Serbie, du Kosovo et du Monténégro, en les intensifiant ces derniers jours (on parle des raids "24 heures sur 24"). Des

bombes sont encore tombées sur des immeubles d'habitation. C'est ainsi qu'à Nis, près de l'aéroport, ces bombes ont fait officiellement 17 morts et plusieurs blessés graves. A l'ambassade de Chine, à Belgrade, elles ont tué quatre

personnes.

Le but, selon les dirigeants de l'OTAN, est de pousser le dictateur Milosévic à mettre fin à sa politique de "purification ethnique" au Kosovo. Mais en réalité, ils cherchent à l'obliger à se mettre à genoux devant l'ordre mondial impérialiste, c'est-à-dire la loi du plus fort. Ils veulent le forcer à accepter les cinq conditions dictées par l'OTAN (cessez-le-feu, retrait total des forces serbes du Kosovo, retour des réfugiés, déploiement d'une force internationale et statut d'autonomie pour la province du Kosovo).

Ces bombardements aveugles et intenses poussent de plus en plus les populations sur les routes de l'exil pour aller grossir les camps des déportés déjà surpeuplés. A tel point qu'en Macédoine où plus de 200 000 réfugiés y ont été accueillis, les autorités, incapables de faire face à de nouvelles vagues, ont décidé de les refouler. Ce qui aurait choqué un représentant du HCR.

Mais que font les pays européens directement engagés aux côtés de l'impérialisme américain? A ce jour, la France en aurait reçu seulement 2 500. C'est honteux, car un petit pays de 2 millions d'habitants comme la Macédoine, de surcroît pauvre, en accueille presque cent fois plus. La France peut, sans problème, avec les grands moyens dont elle dispose, en recevoir plus de 100.000 sans le moindre problème, et même beaucoup plus, car selon un

sondage, les familles françaises sont prêtes à ouvrir leur porte à ces déportés. Ce pays accueille bien près de 60 millions de touristes par an, venus de tous les horizons. Et ils trouvent où dormir et de quoi manger. Pourquoi pas des Kosovars?

A vrai dire, ce n'est pas pour venir en aide à la population du Kosovo que les membres de l'OTAN bombardent la Serbie. Même leurs aides qualifiées d'actions "humanitaires" ne sont que pure hypocrisie. Ils se comportent comme un pyromane qui met le feu, et qui revient bien plus tard pour l'éteindre et dégager les cendres. En fait les USA et ses alliés européens se moquent fort bien du sort des déportés. Ce qu'ils cherchent, c'est la sauvegarde ou le maintien de leurs intérêts capitalistes. La guerre en Serbie n'est même pas finie mais les profiteurs du bâtiment parlent déjà de reconstructions. Les Bouygues et autres Alcatel se frottent les mains dans la perspective des contrats à signer pour réparer les ponts et autres bâtiments détruits par les bombes de l'OTAN.

Les populations de Serbie, du Monténégro et Kosovo n'ont pas fini de payer de leur vie, de leurs souffrances le prix de cette guerre menée contre elles. Les travailleurs n'ont pas à accorder leur soutien à Clinton et à ses alliés de l'OTAN dans cette guerre dont le but inavoué est d'imposer la loi des grandes puissances dans cette région du monde.

\* \* \*

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservés aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour taches:*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.

- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective:

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.